

16 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Emploi sur "une meilleure protection des coiffeuses et coiffeurs par rapport aux produits chimiques utilisés" (n° 18210)

16 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Werk over "een betere bescherming van kappers en kapsters tegen de chemische producten die zij gebruiken" (nr. 18210)

16.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, de par leur profession, les coiffeuses et coiffeurs sont exposés à des produits chimiques assez agressifs. En cas de permanente ou de teinture une fois par mois, l'agression n'est pas grave, mais elle le devient quand ces produits sont manipulés à longueur de journée. En effet, l'utilisation de ces produits est loin d'être anodine. Pour cette raison, nombre de coiffeuses et coiffeurs doivent abandonner la profession faute de protection suffisante vis-à-vis de ces produits agressifs. Et c'est bien dommage.

En septembre 2010, la "déclaration de Dresde" est signée: les partenaires européens de la coiffure, patrons et syndicats, ont conclu un accord concernant la santé des travailleurs du secteur en Europe. Cet engagement prévoit que chaque État protégera mieux ses travailleurs via la formation, l'information sur les risques des différents produits utilisés (teinture, permanente, etc.) et par le soutien à une meilleure utilisation des équipements de protection individuelle.

Quels efforts ont-ils été produits ces dernières années pour améliorer les conditions de travail des coiffeuses et coiffeurs?

Quelle surveillance médicale est-elle réalisée envers ces travailleurs? Quelles analyses du risque? Quel soutien à l'analyse du risque des différentes formules chimiques utilisées est-il accordé? Quelle information officielle?

En avril 2012, les partenaires sociaux européens ont signé un accord-cadre contenant une série d'objectifs en matière de prévention et de protection de la santé dans les salons. La Commission a soumis cet accord au Conseil des États. Malheureusement, dix gouvernements se sont opposés à cet accord dans un dangereux précédent en matière de concertation sociale européenne. Quelles actions ont-elles été entreprises par le gouvernement belge pour s'opposer à cet inquiétant précédent de blocage des États d'un accord patronat-syndicat?

Les nombreux problèmes de santé liés à la toxicité des produits causent maladies, absentéisme, abandon de la profession, etc. Des études ont-elles été menées sur le coût de la non-action dans ce domaine?

16.02 Monica De Coninck, ministre: Madame Genot, pour votre première question, je vous renvoie à la convention collective de travail portant sur la prévention des risques. Plusieurs initiatives ont d'ailleurs été prises pour améliorer le bien-être et la sécurité des coiffeurs. En association avec l'Union des coiffeurs belges (UCB), mon administration a développé, dans le cadre du projet de Fonds social européen, un manuel *Risktrainer* en ce domaine. Il comporte quatre volets: la sécurité du travail, la médecine du travail, l'ergonomie et la charge psycho-sociale. Il a été diffusé dans les écoles de coiffure et chez les exploitants de salons de coiffure. Une deuxième édition actualisée a été mise au point au début de l'année et sert d'outil dans les activités organisées par l'UCB à destination des apprentis coiffeurs.

16.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Overeenkomstig de Verklaring van Dresden, die van september 2010 dateert, moet elk land zijn kappers beter beschermen door middel van opleidingen, informatieverstrekking over de risico's van het gebruik van bepaalde producten, en de bevordering van het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen.

Wat werd er de voorbije jaren gedaan om de arbeidsomstandigheden van de kappers en kapsters te verbeteren? Op welke wijze wordt er medisch toezicht uitgeoefend? Welke steun wordt er toegekend voor het uitvoeren van risicoanalyses voor de chemische stoffen die door kappers gebruikt worden? Welke officiële informatie wordt er verstrekt?

In april 2012 verwierpen tien regeringen de kaderovereenkomst inzake de preventie van gezondheidsrisico's in de kapperssector. Welke actie heeft de Belgische regering ondernomen om zich te kanten tegen dat zorgwekkende precedent in het Europese sociale overleg?

De toxische bestanddelen van de gebruikte producten veroorzaken ziekten, leiden tot ziekteverzuim, brengen kappers ertoe het kappersvak vaarwel te zeggen, enz. Werden er studies verricht om vast te stellen hoeveel het zou kosten als er op dat vlak geen actie ondernomen zou worden?

16.02 Minister Monica De Coninck: Voor uw eerste vraag verwijs ik u naar de cao inzake risicopreventie.

Mijn administratie heeft, in samenwerking met de Unie van Belgische Kappers en in het kader van een project van het Europees Sociaal Fonds, een handboek uitgewerkt over veiligheid, gezondheid, ergonomie en psychosociaal welzijn.

Ensuite, les coiffeurs salariés sont soumis, conformément à la loi sur le bien-être, à l'inspection médicale, notamment parce qu'ils sont exposés à des produits chimiques. Pour soutenir l'analyse des risques, mon administration est en train de finaliser une brochure SOBANE pour les coiffeurs. Il s'agit d'une stratégie de gestion des risques professionnels dans ce secteur. Mon administration a également ordonné en 2012 le développement d'un logiciel ORA, autrement dit Online Risk Assessment. Il comprendra une liste de contrôles livrant des informations sur les risques dans les salons de coiffure, les actions et les mesures de prévention.

Pour le reste, je renvoie au site coiffeurfute.be, qui présente des informations utiles sur les produits de coloration ou de permanente.

En ce qui concerne l'accord-cadre européen, le gouvernement a souligné l'importance du rôle des partenaires sociaux, du dialogue social et du respect de l'autonomie des partenaires sociaux.

Il y a deux mois, j'ai pris personnellement une initiative dans un but de débloquer la situation. Ce n'est pas facile car, pour nombre de ministres, discuter des chaises utilisées dans les salons de coiffure à l'échelon européen n'est pas très sérieux.

Je n'ai pas connaissance d'étude sur la non-action. Je renvoie d'ailleurs aux réponses que je viens de donner et aux différentes dispositions en droit belge relatives au bien-être des travailleurs, y compris ceux occupés dans les salons de coiffure.

L'inspection du travail a mené en 2012 une campagne nationale dans l'enseignement secondaire technique et professionnel. Lors de cette campagne, deux orientations ont été visées: la coiffure et la mécanique fondamentale dans les ateliers de travail des métaux.

Le secteur de la coiffure a été choisi parce que les élèves sont exposés, tout comme les travailleurs du secteur, à des risques de maladies professionnelles aiguës et chroniques. Comme ce secteur se caractérise par un grand nombre de très petites entreprises, il est très difficile à suivre par l'inspection. Le tout petit employeur doit être affilié à un service externe de prévention et protection qui est chargé d'assister l'entreprise dans sa politique de prévention. Pour l'inspection du bien-être au travail, l'enseignement était dès lors le moyen le plus indiqué pour aborder les questions de condition de travail et de sécurité.

Soixante-cinq écoles avec une section coiffure ont été contrôlées sur la base de quarante-quatre items spécifiques. Sur les trois mille constatations, 74 % sont en règle et 25 % en infraction.

Voorzitter: Zoé Genot.

Présidente: Zoé Genot.

Overeenkomstig de wet op het welzijn, zijn kappers in loondienst onderworpen aan medische inspecties.

Mijn administratie legt momenteel de laatste hand aan een brochure over het beheren van de beroepsrisico's in deze sector. Er werd in 2012 een software besteld die informatie zal verstrekken over risico's, mogelijke acties en preventiemaatregelen. Op de site coiffeurfute.be kan men informatie vinden over producten die worden gebruikt voor het kleuren en permanenten.

Wat de Europese kaderovereenkomst betreft, heeft de regering het belang onderstreept van de rol van de sociale partners, de sociale dialoog en het respect voor de autonomie van de sociale partners.

Twee maanden geleden heb ik zelf een initiatief genomen met de bedoeling de patstelling te doorbreken.

Bij mijn weten werd er geen studie uitgevoerd naar de gevolgen van het uitblijven van initiatieven.

In 2012 organiseerde de arbeidsinspectie een nationale campagne in het secundair technisch en beroepsonderwijs die gericht was op de kappersopleiding en de opleiding metaalbewerking. Leerlingen die de kappersopleiding volgen, staan, net zoals de werknemers in die sector, immers bloot aan de risico's van acute en chronische beroepsziekten. De sector bestaat uit een groot aantal kleine bedrijfjes, wat de controles erg bemoeilijkt. Het onderwijs was dan ook de aangewezen weg om de arbeidsomstandigheden en de veiligheid van het beroep onder de aandacht te brengen. Er werden 65 scholen met een kappersafdeling gecontroleerd op grond van 44 punten. Van de 3.000 vaststellingen was 74 procent in orde en 25 procent in overtreding.

16.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la ministre, merci pour l'attention portée à ce secteur. Son avantage est que, bien souvent, les patrons sont eux-mêmes des coiffeurs: ils connaissent les risques. Cela a pu engendrer des accords intéressants.

Néanmoins, le lobbying du secteur cosmétique est particulièrement puissant dans certains États et s'efforce de freiner les avancements en cette matière. J'espère donc que notre gouvernement pourra agir positivement pour gêner ce rôle des lobbies et pour fournir davantage encore d'informations aux professionnels sur la toxicité des divers produits; il faudrait qu'ils puissent prendre des décisions pour leur santé en connaissance de cause.

Aujourd'hui, cela reste encore compliqué. Je consulterai les sites sur internet pour connaître tout ce qui est déjà disponible. Merci.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

16.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): In deze sector is de werkgever vaak zelf kapper, die dus ook vertrouwd is met de risico's. Dat heeft ongetwijfeld tot goede voorschriften geleid.

De druk van de cosmeticalobby is evenwel zeer groot. Ik hoop dus dat de regering het nodige zal doen en dat de kappers met kennis van zaken beslissingen aangaande hun gezondheid zullen kunnen nemen.